

GEMEENSCHAPS- EN GEWESTREGERINGEN
GOVERNEMENTS DE COMMUNAUTE ET DE REGION
GEMEINSCHAFTS- UND REGIONALREGIERUNGEN

COMMUNAUTE FRANÇAISE — FRANSE GEMEENSCHAP

MINISTERE DE LA COMMUNAUTE FRANÇAISE

F. 2004 — 102

[C — 2004/29001]

17 DECEMBRE 2003

Décret relatif à l'emploi dans le secteur socioculturel portant des dispositions diverses (1)

Le Conseil de la Communauté française a adopté et Nous, Gouvernement, sanctionnons ce qui suit :

TITRE I^{er}. — Définitions

Article 1^{er}. Pour l'application du décret, il faut entendre par :

- Réglementation sectorielle : les décrets et arrêtés de la Communauté française relatifs aux secteurs d'activités dont il est fait mention dans le présent article;
- Gouvernement : le Gouvernement de la Communauté française de Belgique;
- Education permanente : le secteur d'activités réglementé par le décret du 8 avril 1976 fixant les conditions de reconnaissance et d'octroi de subventions aux organisations d'Education permanente des adultes en général et aux organisations de promotion socioculturelle des travailleurs et par le décret du 17 juillet 2003 relatif au soutien de l'action associative dans le champ de l'éducation permanente;
- Centre culturel : le secteur d'activités réglementé par le décret du 28 juillet 1992 fixant les conditions de reconnaissance et de subvention des Centres culturels;
- Centres de jeunes : le secteur d'activités réglementé par le décret du 20 juillet 2000, déterminant les conditions de reconnaissance et de subventionnement des maisons de jeunes, centres de rencontres et d'hébergement et centres d'information des jeunes et de leurs fédérations;
- Organisations de jeunesse : le secteur d'activités réglementé par le décret du 20 juin 1980 fixant les conditions de reconnaissance et d'octroi de subventions aux organisations de jeunesse;
- Fédérations sportives : le secteur d'activités réglementé par le décret du 26 avril 1999 organisant le sport en Communauté française;
- Lecture publique : le secteur d'activités réglementé par le décret du 28 février 1978 organisant le Service public de la lecture, modifié par les décrets des 21 octobre 1988, 19 juillet 1991 et 30 novembre 1992, en ce qu'il vise les associations et fondations de droit privé reconnues comme bibliothèques publiques;
- Télévisions locales : le secteur d'activités réglementé par l'article 74 du décret du 27 février 2003 sur la radiodiffusion;
- Ateliers de production et d'accueil : le secteur d'activités réglementé par l'arrêté de l'Exécutif du 26 juillet 1990 relatif à l'agrément et au subventionnement des ateliers de production et d'accueil en matière de films et de vidéogrammes et par l'arrêté du 23 février 2000 agréant l'asbl Atelier de création sonore et radiophonique en qualité de structure d'accueil en matière de création radiophonique;
- Commission paritaire n° 329 : la Commission paritaire pour le secteur socioculturel, instituée par l'arrêté royal du 28 octobre 1993;
- Classification de fonctions : l'ensemble des fonctions correspondant à un même barème d'une grille barémique.

TITRE II. — Champ d'application

Art. 2. Les secteurs d'activités visés par le décret sont :

- l'éducation permanente;
- les centres culturels;
- les Centres de jeunes;
- les organisations de jeunesse;
- les fédérations sportives;
- la lecture publique;
- les télévisions locales;
- les ateliers de production et d'accueil;
- ainsi que tout secteur pour lequel une réglementation de subvention à l'emploi prévoyant l'application du décret serait organisée.

La Médiathèque asbl, agréée par l'arrêté royal du 7 avril 1971, fait l'objet de modalités particulières arrêtées par le Gouvernement.

Art. 3. Pour bénéficier de l'application du décret, un employeur doit être préalablement reconnu ou agréé par la Communauté française, selon les modalités prévues à cet effet par les réglementations sectorielles, dans un des secteurs d'activités visés à l'article 2.

TITRE III. — Conditions d'octroi de la subvention

Art. 4. Aux conditions du décret et pour les secteurs d'activités énoncés à l'article 2, le Gouvernement octroie aux employeurs une subvention à l'emploi destinée à couvrir en tout ou en partie les rémunérations, les cotisations sociales et charges diverses.

Art. 5. § 1^{er}. Pour pouvoir bénéficier de la subvention visée à l'article 4, les employeurs doivent engager les travailleurs subventionnés en vertu de l'article 9, §§ 2 et 3, dans les liens d'un contrat de travail d'employé.

Pour pouvoir bénéficier de la subvention visée à l'article 4, les employeurs ne peuvent pas bénéficier, pour le même travailleur, d'une ou de plusieurs autre(s) subvention(s) émanant de pouvoirs publics qui, additionnée(s) à l'aide visée par le présent décret, dépasse(nt) le coût global de la rémunération, des charges sociales et charges diverses de ce travailleur.

§ 2. Les emplois subsidiés en vertu de l'application du Fonds budgétaire interdépartemental de promotion de l'emploi entrent dans le champ d'application du décret selon les modalités prévues à l'article 9, § 3.

Par emplois subsidiés en vertu de l'application du Fonds budgétaire interdépartemental de promotion de l'emploi, on entend :

— pour la Région wallonne, les emplois prévus au 31 décembre 2003 par les conventions prises entre le Gouvernement de la Communauté française et le Gouvernement wallon en vertu du décret wallon du 11 juillet 1996 relatif au Fonds budgétaire interdépartemental de promotion de l'emploi;

— pour la Région de Bruxelles-Capitale, les emplois prévus au 31 décembre 2002 par les conventions prises entre le Gouvernement de la Communauté française et le Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale en vertu de l'arrêté royal n° 25 du 24 mars 1982 créant un programme de promotion de l'emploi dans le secteur non marchand modifié par l'arrêté royal n° 255 du 31 décembre 1983, la loi du 1^{er} août 1985, l'arrêté royal n° 473 du 28 octobre 1986 et l'ordonnance du 20 décembre 1990.

Art. 6. § 1^{er}. Tout emploi pouvant être pris en considération pour l'application du décret doit :

- soit faire l'objet d'une intervention spécifique dans le cadre de l'application de la réglementation sectorielle;
- soit élargir à la dérogation de l'article 5, § 2;
- soit, dans le secteur des Centres culturels, être un animateur-directeur;
- soit être spécifié par le présent décret.

§ 2. Le membre du personnel pour lequel la subvention à l'emploi est justifiée doit :

— soit répondre aux profils de qualifications requises pour accéder à la fonction selon la classification établie par la Commission paritaire n° 329, sans préjudice des qualifications exigées par les réglementations sectorielles;

— soit être en mesure de fournir la preuve qu'il occupe ou a occupé cette fonction auprès de l'employeur ou d'un ou plusieurs autres employeurs des secteurs énoncés à l'article 2 avant l'entrée en vigueur du présent décret.

TITRE IV. — Modalités d'octroi et de liquidation des subventions

Art. 7. La subvention octroyée annuellement à un employeur comprend :

- une somme calculée en référence au nombre de points accordés en vertu des articles 9, §§ 2 et 3, et de l'article 18;
- une indemnité forfaitaire en vertu de l'article 14, § 1^{er};
- une augmentation annuelle complémentaire fixée par le Gouvernement en vertu de l'article 20.

Art. 8. Si l'association est mise en liquidation judiciaire, tombe en déconfiture, décide de sa dissolution ou se voit retirer son agrément ou sa reconnaissance en application de la réglementation sectorielle, elle maintient, en qualité d'employeur, ses droits à la subvention à la seule fin de couvrir les indemnités de rupture et/ou les préavis des contrats de travail en cours s'ils sont conformes à la loi du 3 juillet 1978 relative au contrat de travail et ce pour une durée maximum de six mois, sans préjudice des dispositions plus favorables qui seraient prévues par les réglementations sectorielles.

Art. 9. § 1^{er}. Un point vaut 2.541 euros.

La valeur d'un point est indexée annuellement en multipliant la valeur du point visée à l'alinéa 1^{er} par la moyenne des chiffres de l'index des prix à la consommation (indice santé) des deux derniers mois de l'année, divisée par la moyenne des chiffres de l'index des prix à la consommation (indice santé) des deux derniers mois de l'année antérieure.

Toutefois cette indexation ne peut être supérieure à l'indexation du budget général des dépenses primaires de la Communauté française.

§ 2. Sans préjudice des dispositions plus favorables qui seraient prévues par les réglementations sectorielles, les employeurs ont droit à 10 points par emploi équivalent temps plein bénéficiant d'une intervention en application de l'article 6, § 1^{er}, pour les fonctions qui répondent au prescrit de l'article 6, § 2.

§ 3. Sans préjudice du § 2, les employeurs ont droit à un point pour les travailleurs visés à l'article 5, § 2.

§ 4. Le Gouvernement peut augmenter la valeur d'un point après avis des commissions et instances d'avis compétentes dans les divers secteurs concernés par le décret.

§ 5. La part de subvention octroyée pour les emplois visés aux §§ 2 et 3 ne peut être supérieure au coût effectivement supporté par l'employeur pour ceux-ci.

Art. 10. La subvention est liquidée conformément aux modalités de liquidation prévues par les réglementations sectorielles.

Elle est justifiée par les dépenses réellement consenties en matière d'emploi par l'employeur.

Les modalités de justification de la subvention sont celles prévues par les réglementations sectorielles.

TITRE V. — Obligations de l'employeur

Art. 11. Pour bénéficier de la subvention, l'employeur qui en relève est tenu de respecter, au minimum pour les emplois subventionnés en application du décret, la (ou les) convention(s) collective(s) de travail de la Commission paritaire n° 329 relative(s) aux barèmes des secteurs relevant de la Communauté française.

S'il n'émerge pas à ladite Commission, l'employeur est tenu d'appliquer au minimum ces références barémiques pour les emplois subventionnés en vertu de l'article 9, §§ 2 et 3.

Faute de convention collective au sein de la Commission paritaire n° 329, l'employeur est tenu d'appliquer au minimum, pour les mêmes emplois, des barèmes en référence à ceux de la fonction publique de la Communauté française établis par le Gouvernement.

Art. 12. Selon des modalités fixées par le Gouvernement après avis des commissions et instances d'avis compétentes dans les divers secteurs concernés par le décret, l'employeur fournit chaque année la preuve qu'il respecte l'ensemble des conditions du décret pour l'obtention de la subvention, au plus tard le 31 janvier de l'année qui suit l'année pendant laquelle il bénéficie de subventions en application du décret.

Une demande motivée de dérogation au 1^{er} alinéa, pour l'application de l'article 6, § 2, est adressée par l'employeur, au Gouvernement, selon les formes qu'il détermine, au plus tard le 1^{er} septembre de l'année susdite.

Le Gouvernement statue au plus tard le 1^{er} décembre. A défaut d'avoir statué à cette date, la dérogation est considérée comme acceptée. Il peut accorder une seule dérogation par employeur et pour une période maximale de 6 mois à compter du 1^{er} janvier suivant.

Art. 13. Outre le respect de la réglementation sectorielle, pour bénéficier du subventionnement, l'employeur communique à la Communauté française les renseignements relatifs à son personnel dont la liste et les modalités sont arrêtées par le Gouvernement.

TITRE VI. — Mesures complémentaires ou dérogatoires

Art. 14. § 1^{er}. Par emploi équivalent temps plein bénéficiant de la subvention visée à l'article 9, §§ 2 et 3, par emploi équivalent temps plein bénéficiant de la subvention visée à l'article 15, par forfait de deux points visé à l'article 16 et par emploi de permanent subventionné visé à l'article 17, la subvention est complétée d'une indemnité forfaitaire de 150 euros. Cette indemnité est indexée selon les modalités prévues à l'article 9, § 1^{er}, alinéas 2 et 3, et ce à partir du 1^{er} janvier 2005. Le Gouvernement peut modifier la valeur de base de l'indemnité forfaitaire.

§ 2. Le Gouvernement alloue annuellement une subvention à une association sans but lucratif, au sens de la loi du 27 juin 1921 et la loi du 2 mai 2002 sur les associations sans but lucratif, les associations internationales sans but lucratif et les fondations, composée de représentants des organisations représentatives des travailleurs et spécialement reconnue par le Gouvernement à cette fin, et ce à titre de remboursement de la prime syndicale. Cette subvention est calculée sur la base du montant de la prime syndicale pratiquée dans la fonction publique de la Communauté française, multiplié par le nombre d'affiliés à une organisation représentative des travailleurs, relevant de la Commission paritaire 329 et effectivement occupés dans une association reconnue par la Communauté française dans l'un des secteurs visés à l'article 1^{er} l'année précédant celle de la liquidation de la subvention.

Le Gouvernement arrête le montant total de la subvention annuelle allouée en application du présent paragraphe.

Art. 15. Par dérogation à l'article 9, § 2, pour le secteur de la lecture publique, l'employeur a droit à 8 points par travailleur équivalent temps plein bénéficiant d'une intervention en application de l'article 6, § 1^{er}, pour les fonctions qui répondent au prescrit de l'article 6, § 2.

Art. 16. Par dérogation à l'article 9, § 2, pour le secteur des Centres culturels et des ateliers de production et d'accueil, l'employeur a droit à un forfait de deux points.

Art. 17. Par dérogation à l'article 9, § 2, pour le secteur des télévisions locales, l'employeur a droit à un forfait de deux points par emploi de permanent subventionné au 26 février 2003.

Art. 18. § 1^{er}. Par dérogation aux articles 5, § 1^{er}, alinéa 2, 9, § 2, 15 et 16, et aux réglementations sectorielles, le Gouvernement peut accorder des points supplémentaires affectés à des travailleurs engagés dans les liens d'un contrat de travail.

§ 2. A titre transitoire, jusqu'au 31 décembre 2004, la répartition des points visés par le présent article entre les différents secteurs couverts par le présent décret se fait au prorata du nombre d'emplois équivalents temps plein, à l'exclusion de ceux visés à l'article 5, § 2, des détachés pédagogiques, recensés dans chacun des secteurs au 1^{er} janvier 2000 et des emplois faisant l'objet d'une intervention de la Communauté française dans le cadre de l'application de la réglementation sectorielle. Cette répartition peut entraîner l'attribution de fractions de points.

A titre transitoire, jusqu'au 31 décembre 2004, la répartition des points entre les secteurs est la suivante :

- Education permanente : 59,7 %;
- Centres culturels : 14,26 %;
- Centres de jeunes : 6,1 %;
- Organisations de jeunesse : 10,5 %;
- Lecture publique : 5 %;
- Télévisions locales et communautaires : 2,74 %;
- Ateliers de production : 0,8 %;
- Fédérations sportives : 0,9 %.

A l'issue de cette période transitoire, le Gouvernement arrête les modalités de répartition des points visés au présent article entre les différents secteurs visés au présent décret, en tenant compte notamment du nombre d'emplois équivalent temps plein dans chacun de ces secteurs.

§ 3. A titre transitoire, jusqu'au 31 décembre 2003, au sein de chacun des secteurs, la répartition par employeur est proportionnelle au nombre d'emplois équivalents temps plein, visés à l'article 5, § 2, et d'emplois équivalents temps plein faisant l'objet d'une intervention spécifique de la Communauté française dans le cadre de l'application de la réglementation sectorielle.

Cette répartition peut entraîner l'attribution de fractions de points.

Par dérogation à l'alinéa qui précède, pour le secteur des Centres culturels, le Gouvernement fixe les modalités de répartition des points prévus par le présent article en tenant compte des catégories de centres prévus par le décret du 28 juillet 1992 fixant les conditions de reconnaissance et de subvention des Centres culturels.

Par dérogation à l'alinéa premier, pour le secteur des télévisions locales et communautaires, la répartition des points prévus par le présent article tient compte uniquement des emplois visés à l'article 5, § 2.

A l'issue de cette période transitoire, le Gouvernement arrête les modalités de répartition des points visés au présent article au sein de chacun des secteurs concernés, après avis des commissions et instances d'avis compétentes pour chacun de ces secteurs.

§ 4. Les points dont l'employeur bénéficie en application du présent article peuvent être justifiés par toutes dépenses liées à la rémunération d'un travailleur effectivement à charge de l'employeur pour autant :

— que le travailleur exerce effectivement des activités qui relèvent de l'agrément ou de la reconnaissance dont bénéficie l'employeur en vertu d'une réglementation de la Communauté française;

— que l'employeur respecte l'article 6, § 2.

Pour chaque emploi bénéficiant d'une subvention en application du présent décret, l'intervention de la Communauté française ne peut être supérieure au coût barémique visé à l'article 11, à savoir les rémunérations, charges sociales et charges diverses.

TITRE VII. — Dispositions transitoires

Art. 19. Pendant une période d'au moins trois ans à dater de la date de mise en application du décret et quelles que soient les dispositions de la réglementation sectorielle, sauf application de sanctions, tout emploi tel que défini à l'article 6, § 1^{er}, faisant déjà l'objet d'une intervention à cette date continuera à en bénéficier aux conditions du décret.

Art. 20. A titre transitoire, le Gouvernement octroie aux employeurs une augmentation annuelle de 1,5 % de la part de la subvention visée aux articles 9, § 2, 15, 16 et 17 pendant trois ans, à partir de la deuxième année de mise en application du décret.

A l'issue de ces trois années, le Gouvernement peut décider de maintenir cette mesure pour la durée et le pourcentage qu'il arrête, dans le seul but de contribuer à couvrir l'évolution des coûts barémiques liée à l'ancienneté.

Art. 21. A titre transitoire, pour la première année de mise en application du présent décret, toute demande de dérogation visée à l'article 12, est adressée par l'employeur au Gouvernement, selon les formes qu'il détermine, au plus tard le 1^{er} mars 2004.

Le Gouvernement statue au plus tard le 15 avril 2004. A défaut d'avoir statué à cette date, la dérogation est considérée comme acceptée.

Il peut accorder une seule dérogation par employeur et ce pour une durée maximale de 6 mois à compter du 1^{er} janvier suivant.

TITRE VIII. — Dispositions modificatives, abrogatoires et finales

Art. 22. § 1^{er}. L'article 44, 1^o, a), du décret du 20 juillet 2000 déterminant les conditions de reconnaissance et de subventionnement des maisons de jeunes, centres de rencontres et d'hébergement et centres d'information des jeunes et de leurs fédérations est abrogé et remplacé par la disposition suivante : « quel que soit le niveau dans lequel le plan d'action quadriennal est agréé, d'une intervention dans les frais de personnel équivalente à 10 points au minimum, à condition que l'association engage un animateur-coordonnateur à temps plein, conformément au décret du 17 décembre 2003 relatif à l'emploi dans le secteur socioculturel et portant des dispositions diverses. Le Gouvernement détermine la valeur du point ».

A l'article 44, 1^o, e), du décret du 20 juillet 2000 déterminant les conditions de reconnaissance et de subventionnement des maisons de jeunes, centres de rencontres et d'hébergement et centres d'information des jeunes et de leurs fédérations, après les mots « Le Gouvernement détermine les modalités et le montant de l'intervention », il est ajouté « conformément au décret du 17 décembre 2003 relatif à l'emploi dans le secteur socioculturel et portant des dispositions diverses ».

L'article 44, 2^o, du décret du 20 juillet 2000 déterminant les conditions de reconnaissance et de subventionnement des maisons de jeunes, centres de rencontres et d'hébergement et centres d'information des jeunes et de leurs fédérations est abrogé et remplacé par la disposition suivante : « 2^o une seconde partie, si son plan d'action est agréé dans le cadre des dispositifs particuliers de politique socioculturelle pour l'égalité des chances, partenariat ou décentralisation définis aux articles 16 à 18, constituée d'une intervention en subvention supplémentaire à l'emploi équivalent à un minimum de 5 points. Le Gouvernement fixe la valeur du point et en détermine les modalités d'attribution, conformément au décret du 17 décembre 2003 relatif à l'emploi dans le secteur socioculturel et portant des dispositions diverses ».

L'article 50, alinéa 1^{er}, 1^o, du décret du 20 juillet 2000 déterminant les conditions de reconnaissance et de subventionnement des maisons de jeunes, centres de rencontres et d'hébergement et centres d'information des jeunes et leurs fédérations est modifié comme suit : « des interventions visées à l'article 44, 1^o, a), e), et 2^o, des dépenses relatives à de la rémunération annuelle brute de travailleurs occupés par l'association, à des cotisations à verser par l'employeur en application de la loi sur la sécurité sociale des travailleurs et aux autres frais découlant d'obligations légales ».

L'article 50, alinéa 3, du décret du 20 juillet 2000 déterminant les conditions de reconnaissance et de subventionnement des maisons de jeunes, centres de rencontres et d'hébergement et centres d'information des jeunes et leurs fédérations est modifié comme suit : « Le tableau des recettes et dépenses, visé à l'article 49, alinéa 2, justifie les interventions forfaitaires visées aux articles 44, 1^o, b), c) et d), et 47, et, par dérogation à l'alinéa 1^{er}, 1^o et 2^o, les interventions visées à l'article 44, 1^o, a), la première année où l'association en bénéficie. »

§ 2. L'article 7, § 1^{er}, du décret du 20 juin 1980 fixant les conditions de reconnaissance et de subventionnement aux organisations de jeunesse est abrogé et remplacé par la disposition suivante : « La partie de la subvention annuelle constituant l'intervention dans les dépenses de personnel couvre des dépenses réellement consenties en matière d'emploi par l'organisation de jeunesse bénéficiaire à concurrence de :

1^o deux permanents exerçant des responsabilités de direction ou de réalisation d'activités socio-culturelles ou de formation;

2^o un membre du personnel administratif. Le cas échéant, elle couvre également des dépenses réellement consenties en matière d'emploi par l'organisation de jeunesse bénéficiaire pour tout travailleur exerçant effectivement des activités qui relèvent de la reconnaissance prévue par le présent décret.

Le montant et les modalités d'octroi de cette subvention annuelle relative à l'emploi sont fixés en vertu du décret du 17 décembre 2003 relatif à l'emploi dans le secteur socio-culturel et portant des dispositions diverses. »

L'article 7, § 2, du décret du 20 juin 1980 fixant les conditions de reconnaissance et de subventionnement aux organisations de jeunesse est abrogé.

A l'article 8, § 2, du décret du 20 juin 1980 fixant les conditions de reconnaissance et de subventionnement aux organisations de jeunesse, les mots « conformément aux dispositions barémiques de l'article 7 » sont supprimés et remplacés par la mention suivante :

« conformément aux dispositions barémiques prévues par le décret du... relatif à l'emploi dans le secteur socio-culturel et portant des dispositions diverses, en surnombre des personnels pour lesquels est assurée l'intervention prévue à l'article 7, § 1^{er}, 1^o et 2^o ».

§ 3. L'article 6, § 3, du décret du 8 avril 1976 fixant les conditions de reconnaissance et d'octroi de subventions aux organisations d'éducation permanente des adultes en général et aux organisations de promotion socioculturelle des travailleurs est abrogé et remplacé par la disposition suivante :

« La partie de la subvention annuelle ordinaire constituant l'intervention dans les dépenses de personnel couvre des dépenses réellement consenties en matière d'emploi par l'organisation d'éducation permanente bénéficiaire à concurrence de :

a) pour les organisations générales : deux permanents exerçant les responsabilités de direction ou de réalisation d'activités socioculturelles d'animation ou de formation, un membre du personnel administratif;

b) pour les organisations régionales indépendantes : un permanent exerçant des responsabilités de direction ou de réalisation d'activités socio-culturelles d'animation ou de formation.

Le montant et les modalités d'octroi de cette subvention annuelle relative à l'emploi sont fixés en vertu du décret du 17 décembre 2003 relatif à l'emploi dans le secteur socio-culturel et portant des dispositions diverses. »

L'article 13 du décret du 8 avril 1976 fixant les conditions de reconnaissance et d'octroi de subventions aux organisations d'éducation permanente des adultes en général et aux organisations de promotion socio-culturelle des travailleurs est abrogé et remplacé par la disposition suivante :

« Les dépenses de personnel considérées comme subsidiaires à charge de la première tranche prévue à l'article 12 sont celles qui sont prévues par le décret du 17 décembre 2003 relatif à l'emploi dans le secteur socio-culturel et portant des dispositions diverses. »

A l'article 14, § 1^{er} du décret du 8 avril 1976 fixant les conditions de reconnaissance et d'octroi de subventions aux organisations d'éducation permanente des adultes en général et aux organisations de promotion socioculturelle des travailleurs, les mots « le pourcentage des dépenses visées à l'article 13 » et les mots « ce pourcentage est d'au moins 75 % » sont supprimés. A la fin de ce paragraphe, la disposition suivante est ajoutée : « le montant de cette subvention est fixé conformément au décret du 17 décembre 2003 relatif à l'emploi dans le secteur socio-culturel et portant des dispositions diverses ».

§ 4. Au décret du 28 juillet 1992 fixant les conditions de reconnaissance et de subvention des Centres culturels, il est inséré un article 27bis :

« Les centres culturels reconnus bénéficient d'une subvention à l'emploi conformément aux dispositions du décret du 17 décembre 2003 relatif à l'emploi dans le secteur socioculturel et portant des dispositions diverses. »

§ 5. A l'article 8, 1^o, du décret du 28 février 1978 organisant le service public de la lecture, la mention suivante est ajoutée à la fin de l'alinéa : « conformément aux dispositions du décret du 17 décembre 2003 relatif à l'emploi dans le secteur socioculturel et portant des dispositions diverses ».

Art. 23. Le présent décret entre en vigueur le 1^{er} janvier 2003.

Art. 24. Par dérogation, l'article 14, § 2, entre en vigueur le 1^{er} janvier 2004.

Promulguons le présent décret, ordonnons qu'il soit publié au *Moniteur belge*.

Bruxelles, le 17 décembre 2003.

Le Ministre-Président, chargé des Relations internationales,

H. HASQUIN

Le Ministre de la Culture, de la Fonction publique, de la Jeunesse et des Sports,

C. DUPONT

Le Ministre de l'Enfance, chargé de l'Enseignement fondamental, de l'Accueil et des Missions confiées à l'O.N.E.,

J.-M. NOLLET

Le Ministre de l'Enseignement secondaire et de l'Enseignement spécial,

P. HAZETTE

Le Ministre du Budget,

M. DAERDEN

Le Ministre des Arts et des Lettres et de l'Audiovisuel,

D. DUCARME

La Ministre de l'Enseignement supérieur, de l'Enseignement de Promotion sociale et de la Recherche scientifique,

Mme F. DUPUIS

La Ministre de l'Aide à la Jeunesse et de la Santé,

Mme N. MARECHAL

—
Note

(1) *Session 2003 — 2004*

Documents du Conseil. — Projet de décret, n° 464-1. — Amendements de commission, n° 464-2. Rapport, n° 464-3.

Compte rendu intégral. — Discussion et adoption. — Séance du 9 décembre 2003.

VERTALING

MINISTERIE VAN DE FRANSE GEMEENSCHAP

N. 2004 — 102

[C — 2004/29001]

17 DECEMBER 2003.

Decreet betreffende de werkgelegenheid in de sociaal-culturele sectoren houdende diverse bepalingen (1)

Het Parlement van de Franse Gemeenschap heeft aangenomen en Wij, Regering, bekrachtigen hetgeen volgt :

TITEL I. — Definities

Artikel 1. Voor de toepassing van dit decreet, dient verstaan te worden onder :

— Sectorregeling : de decreten en besluiten van de Franse Gemeenschap betreffende de activiteitensectoren bedoeld in dit artikel;

— Regering : de Regering van de Franse Gemeenschap van België;

— Permanente opvoeding : de activiteitensector geregeld bij het decreet van 8 april 1976 tot vaststelling van de voorwaarden voor de erkenning en de subsidiëring van de organisaties voor permanente opvoeding van de volwassenen in het algemeen en van de organisaties voor de sociaal-culturele bevordering van de arbeiders en het decreet van 17 juli 2003 met betrekking tot de steun aan het verenigingsleven op het gebied van de permanente opvoeding;

— Cultureel centrum : de activiteitensector geregeld bij het decreet van 28 juli 1992 tot vaststelling van de voorwaarden voor de erkenning en de subsidiëring van de culturele centra;

— Jeugdcentra : de activiteitensector geregeld bij het decreet van 20 juli 2000 tot bepaling van de voorwaarden voor de erkenning en de subsidiëring van jeugdhuizen, van ontmoetings- en huisvestingscentra, van informatiecentra voor jongeren en van hun federaties;

— Jeugdverenigingen : de activiteitensector geregeld bij het decreet van 20 juni 1980 tot vaststelling van de voorwaarden voor de erkenning en de subsidiëring van de jeugdverenigingen;

— Sportfederaties : de activiteitensector geregeld bij het decreet van 26 april 1999 tot organisatie van de sport in de Franse Gemeenschap;

— Openbare leetuurvoorziening : de activiteitensector geregeld bij het decreet van 28 februari 1978 tot instelling van de Openbare Dienst voor openbare Lectuurvoorziening, gewijzigd bij de decreten van 21 oktober 1988, 19 juli 1991 en 30 november 1992, voor de privaatrechtelijke verenigingen en stichtingen erkend als openbare bibliotheken;

— Lokale televisiezenders : de activiteitensector geregeld bij artikel 74 van het decreet van 27 februari 2003 betreffende de radio-omroep;

— Productie- en gastateliers : de activiteitensector geregeld bij het besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap van 26 juli 1990 betreffende de erkenning en de subsidiëring van de productieateliers en de gastateliers voor films en videogrammen en bij het besluit van 23 februari 2000 tot erkenning van de V.Z.W. "Atelier de création sonore et radiophonique" als onthaalstructuur inzake creatie op radio;

— Paritaire commissie nr. 329 : de Paritaire Commissie voor de sociaal-culturele sector, ingesteld door het koninklijk besluit van 28 oktober 1993;

— Ambtenclassificatie : het geheel van ambten die aan eenzelfde barema van een barematabel beantwoorden.

TITEL II. — Toepassingsgebied

Art. 2. De activiteitensectoren bedoeld bij het decreet zijn :

— permanente opvoeding;

— culturele centra;

— jeugdcentra;

— jeugdverenigingen;

— sportfederaties;

— openbare leetuurvoorziening;

— lokale televisiezenders;

— productie- en gastateliers;

— alsook elke sector waarvoor een regeling bestaat inzake subsidiëring van tewerkstelling met toepassing van het decreet.

De « Médiathèque asbl », erkend door het koninklijk besluit van 7 april 1971, wordt aan bijzondere nadere regels onderworpen die door de Regering worden bepaald.

Art. 3. Om de toepassing van de bepalingen van dit decreet te kunnen genieten, dient een werkgever vooraf erkend te worden door de Franse Gemeenschap, volgens de nadere regels bepaald te dien einde door de sectorregelingen, in één van de activiteitensectoren bedoeld bij artikel 2.

TITEL III. — Voorwaarden voor de toekenning van de subsidie

Art. 4. Mits inachtneming van de voorwaarden bepaald in het decreet en voor de activiteitensectoren opgesomd bij artikel 2, kent de Regering aan de werkgevers een subsidie voor tewerkstelling toe die gedeeltelijk of geheel bestemd is voor het dekken van de bezoldigingen, de sociale uitkeringen en verscheidene lasten.

Art. 5. § 1. Om de bij artikel 4 bedoelde subsidie te kunnen genieten, moeten de werkgevers werknemers aanwerven die gesubsidieerd zijn krachtens artikel 9, §§ 2 en 3, met een arbeidsovereenkomst voor bedienden.

Om de in artikel 4 bedoelde subsidie te kunnen genieten, kunnen de werkgevers, voor dezelfde werknemer, niet één of meer andere subsidie(s) van de overheid ontvangen die, opgeteld bij de steun bedoeld bij dit decreet, hoger zou(den) zijn dan de totale kosten voor de bezoldiging, de sociale lasten en diverse lasten voor die werknemer.

§ 2. De betrekkingen die worden gesubsidieerd krachtens de toepassing van het Interdepartementaal Begrotingsfonds ter bevordering van de werkgelegenheid vallen onder het toepassingsgebied van het decreet volgens de nadere regels bedoeld in artikel 9, § 3.

Onder betrekkingen die worden gesubsidieerd krachtens de toepassing van het Interdepartementaal Begrotingsfonds ter bevordering van de werkgelegenheid wordt verstaan :

— voor het Waalse Gewest, de betrekkingen die op 31 december 2003 vastgesteld worden door de overeenkomsten gesloten tussen de Regering van de Franse Gemeenschap en de Waalse Regering krachtens het Waalse decreet van 11 juli 1996 betreffende het interdepartementaal begrotingsfonds ter bevordering van de werkgelegenheid in de niet-commerciële sector;

— voor het Brusselse Hoofdstedelijk Gewest, de betrekkingen die op 31 december 2002 vastgesteld worden door de overeenkomsten gesloten tussen de Regering van de Franse Gemeenschap en de Regering van het Brusselse Hoofdstedelijk Gewest krachtens het koninklijk besluit nr. 25 van 24 maart 1982 tot opzetting van een programma ter bevordering van de werkgelegenheid in de niet-commerciële sector, gewijzigd bij het koninklijk besluit nr. 255 van 31 december 1983, de wet van 1 augustus 1985, het koninklijk besluit nr. 473 van 28 oktober 1986 en de ordonnantie van 20 december 1990.

Art. 6. § 1. Elke betrekking die voor de toepassing van het decreet in aanmerking kan komen, moet :

- ofwel een specifieke tegemoetkoming genieten in het kader van de toepassing van de sectorregeling;
- ofwel vallen onder de afwijking van artikel 5, § 2;
- ofwel, in de sector van de culturele centra, een animator-directeur zijn;
- ofwel door dit decreet nader bepaald zijn.

§ 2. Het personeelslid waarvoor de subsidie voor tewerkstelling verantwoord is, moet :

— ofwel beantwoorden aan de kwalificatieprofielen die vereist zijn om te worden toegelaten tot het ambt volgens de classificatie vastgesteld door de Paritaire Commissie nr. 329, onverminderd de kwalificaties die vereist zijn bij de sectorregelingen;

— ofwel het bewijs kunnen leveren dat hij dat ambt bekleedt of heeft bekleed bij de werkgever of één of verscheidene andere werkgevers van de sectoren vermeld in artikel 2 voor de inwerkingtreding van dit decreet.

TITEL IV. — Nadere regels voor de toekenning en de uitbetaling van de subsidies

Art. 7. De jaarlijks aan een werkgever toegekende subsidie bestaat uit :

- een bedrag, berekend in verhouding tot het aantal punten toegekend krachtens de artikelen 9, §§ 2 en 3, en 18;
- een forfaitaire vergoeding krachtens artikel 14, § 1;
- een aanvullende jaarlijkse verhoging die door de Regering krachtens artikel 20 wordt vastgesteld.

Art. 8. Als de vereniging in vereffening wordt gesteld, in staat van kennelijk onvermogen raakt, beslist dat zij zal worden ontbonden, of haar erkenning verliest met toepassing van de sectorregeling, behoudt zij, als werkgeefster, haar rechten op de subsidie, met als enig doel de vergoedingen te dekken voor de verbreking van de arbeidsovereenkomst en/of de hangende opzeggingstermijnen van arbeidsovereenkomsten, als die in overeenstemming zijn met de wet van 3 juli 1978 betreffende de arbeidsovereenkomsten, voor een periode van hoogstens zes maanden, onverminderd gunstiger bepalingen die door de sectorregelingen zouden worden bepaald.

Art. 9. § 1. Een punt is 2.541 euro waard.

De waarde van één punt wordt jaarlijks geïndexeerd door de waarde van het punt bedoeld in lid 1 te vermenigvuldigen met het gemiddelde van de indexcijfers van de consumptieprijzen (gezondheidsindex) van de laatste twee maanden van het jaar, gedeeld door het gemiddelde van de indexcijfers van de consumptieprijzen (gezondheidsindex) van de laatste twee maanden van het voorafgaande jaar.

Die indexering kan echter niet hoger zijn dan de indexering van de algemene begroting van de primaire uitgaven van de Franse Gemeenschap.

§ 2. Onverminderd gunstiger bepalingen die zouden worden vastgesteld door de sectorregelingen, hebben de werkgevers recht op 10 punten per voltijds equivalente betrekking waarvoor een tegemoetkoming wordt verleend met toepassing van artikel 6, § 1, voor de ambten die beantwoorden aan de voorschriften van artikel 6, § 2.

§ 3. Onverminderd § 2, hebben de werkgevers recht op één punt voor de werknemers bedoeld in artikel 5, § 2.

§ 4. De Regering kan de waarde van één punt verhogen na advies van de adviescommissies en Binstanties die bevoegd zijn voor de verschillende sectoren waarop het decreet betrekking heeft.

§ 5. Het deel van de subsidie dat wordt toegekend voor de betrekkingen bedoeld in de §§ 2 en 3 kan niet hoger zijn dan de kosten die door de werkgever voor die betrekkingen werkelijk worden gedragen.

Art. 10. De subsidie wordt uitbetaald overeenkomstig de nadere uitbetalingsregels bepaald door de sectorregelingen.

Ze wordt verantwoord door de uitgaven die inzake tewerkstelling door de werkgever werkelijk worden gedaan.

De nadere regels voor de verantwoording van de subsidie zijn deze die bij de sectorregelingen worden bepaald.

TITEL V. — Verplichtingen van de werkgever

Art. 11. Om de subsidie te kunnen genieten, moet de werkgever, ten minste voor de bij toepassing van het decreet gesubsidieerde betrekkingen, de collectieve arbeidsovereenkomst(en) van de Paritaire Commissie nr. 329 betreffende de barema's van de sectoren die onder de Franse Gemeenschap ressorteren, in acht nemen.

Ressorteert de werkgever niet onder die Commissie, dan moet hij ten minste die barema's toepassen voor de betrekkingen die krachtens artikel 9, §§ 2 en 3 worden gesubsidieerd.

Als er geen collectieve arbeidsovereenkomst bestaat binnen de Paritaire Commissie nr. 329, moet de werkgever ten minste, voor dezelfde betrekkingen, barema's toepassen met verwijzing naar die van de ambtenarenzaken van de Franse Gemeenschap die door de Regering worden vastgesteld.

Art. 12. Volgens regels die door de Regering nader te bepalen zijn na advies van de adviescommissies en Binstanties die bevoegd zijn voor de verschillende sectoren waarop het decreet betrekking heeft, levert de werkgever elk jaar het bewijs dat hij alle voorwaarden van het decreet vervult voor het bekomen van de subsidie, uiterlijk op 31 januari van het jaar dat volgt op het jaar gedurende hetwelk hij subsidies ontvangt met toepassing van het decreet.

Een met redenen omklede aanvraag om afwijking van het eerste lid wordt, voor de toepassing van artikel 6, § 2, door de werkgever aan de Regering gericht, volgens de door deze nader te bepalen regels, uiterlijk op 1 september van bovenvermeld jaar.

De Regering beslist uiterlijk op 1 december. Als op die datum geen beslissing is genomen, dan wordt de afwijking als aanvaard beschouwd.

Zij kan een enkele afwijking toekennen voor iedere werkgever en voor een maximale periode van 6 maanden te rekenen vanaf 1 januari van het volgende jaar.

Art. 13. Om voor subsidiëring in aanmerking te kunnen komen, moet de werkgever de sectorregeling nakomen en aan de Franse Gemeenschap de inlichtingen meedelen betreffende zijn personeel, waarvan de lijst en de nadere regels door de Regering worden vastgesteld.

TITEL VI. — Aanvullings- of afwijkingsbepalingen

Art. 14. § 1. Voor elke voltijds equivalente betrekking waarvoor de subsidie bedoeld in artikel 9, § 2 en § 3 wordt toegekend, voor elke voltijds equivalente betrekking waarvoor de subsidie bedoeld in artikel 15 wordt toegekend, voor elk vast cijfer van twee punten bedoeld in artikel 16 en voor elke gesubsidieerde betrekking van een vast personeelslid bedoeld in artikel 17, wordt de subsidie aangevuld met een vaste vergoeding van 150 euro. Die vergoeding wordt geïndexeerd volgens de nadere regels bedoeld in artikel 9, § 1, leden 2 en 3, vanaf 1 januari 2005. De Regering kan de basiswaarde van de vaste vergoeding wijzigen.

§ 2. De Regering kent jaarlijks een subsidie toe aan een vereniging zonder winstoogmerk, in de zin van de wet van 27 juni 1921 en de wet van 2 mei 2002 betreffende de verenigingen zonder winstoogmerk, de internationale verenigingen zonder winstoogmerk en de stichtingen, samengesteld uit de vertegenwoordigers van de representatieve werknemersorganisaties, en daartoe door de Regering speciaal erkend, bij wijze van terugbetaling van de syndicale premie. Die subsidie wordt berekend op grond van het bedrag van de syndicale premie die wordt aangewend bij de ambtenarenzaken van de Franse Gemeenschap, vermenigvuldigd met het aantal aangeslotenen bij een representatieve werknemersorganisatie, die ressorteren onder de Paritaire Commissie 329 en die werkelijk worden tewerkgesteld in een vereniging die door de Franse Gemeenschap werd erkend in één van de sectoren bedoeld in artikel 1 in het jaar dat voorafgaat aan het jaar waarin de subsidie wordt uitbetaald. De Regering stelt het totaal bedrag vast van de subsidie die bij toepassing van deze paragraaf jaarlijks wordt toegekend.

Art. 15. In afwijking van artikel 9, § 2, voor de sector openbare leetuurvoorziening, heeft de werkgever recht op 8 punten voor iedere voltijds equivalente werknemer die voor een tegemoetkoming in aanmerking komt bij toepassing van artikel 6, § 1, voor de ambten die beantwoorden aan wat in artikel 6, § 2 wordt voorgeschreven.

Art. 16. In afwijking van artikel 9, § 2, voor de sector Culturele centra en productie- en gastateliers, heeft de werkgever recht op een vast cijfer van twee punten.

Art. 17. In afwijking van artikel 9, § 2, voor de sector van de lokale televisiezenders, heeft de werkgever recht op een vast cijfer van twee punten voor elke op 26 februari 2003 gesubsidieerde betrekking van vast personeelslid.

Art. 18. § 1. In afwijking van de artikelen 5, § 1, lid 2, 9, § 2, 15 en 16, en van de sectorregelingen, kan de Regering bijkomende punten toekennen voor werknemers die bij een arbeidsovereenkomst zijn aangeworven.

§ 2. Bij wijze van overgangsmaatregel, tot 31 december 2004, wordt de verdeling van de punten bedoeld bij dit artikel over de verschillende sectoren waarop dit decreet betrekking heeft, verricht in verhouding tot het aantal voltijds equivalente betrekkingen, met uitsluiting van deze die bedoeld zijn in artikel 5, § 2, van de pedagogisch gedetacheerden die op 1 januari 2000 in elk van de sectoren geteld zijn, en van de betrekkingen waarvoor de Franse Gemeenschap een tegemoetkoming geniet in het kader van de toepassing van de sectorregeling. Die verdeling kan de toekenning van puntenonderdelen tot gevolg hebben.

Bij wijze van overgangsmaatregel, tot 31 december 2004, is de verdeling van de punten over de sectoren de volgende :

- Permanente opvoeding : 59,7 %;
- Culturele centra : 14,26 %;
- Jeugdcentra : 6,1 %;
- Jeugdorganisaties : 10,5 %;
- Openbare leetuurvoorziening : 5 %;
- Lokale en communautaire televisiezenders : 2,74 %;
- Productieateliers : 0,8 %;
- Sportfederaties : 0,9 %.

Op het einde van die overgangsperiode, stelt de Regering de nadere regels vast voor de verdeling van de punten bepaald bij dit artikel over de verschillende sectoren bedoeld in dit decreet, waarbij inzonderheid rekening wordt gehouden met het aantal voltijds equivalente betrekkingen in elk van die sectoren.

§ 3. Bij wijze van overgangsmaatregel, tot 31 december 2003, binnen elk van de sectoren, geschiedt de verdeling, voor elke werkgever, in verhouding tot het aantal voltijds equivalente betrekkingen bedoeld in artikel 5, § 2, en het aantal voltijds equivalente betrekkingen waarvoor een specifieke tegemoetkoming van de Franse Gemeenschap wordt toegekend in het kader van de toepassing van de sectorregeling. Die verdeling kan de toekenning van puntenonderdelen tot gevolg hebben.

In afwijking van vorig lid, voor de sector van de culturele centra, bepaalt de Regering de nadere regels voor de verdeling van de punten bedoeld bij dit artikel, waarbij rekening wordt gehouden met de categorieën van centra bepaald bij het decreet van 28 juli 1992 tot vaststelling van de voorwaarden voor de erkenning en de subsidiëring van de culturele centra.

In afwijking van lid een, voor de sector van de lokale en communautaire televisiezenders, wordt, voor de verdeling van de punten bepaald bij dit artikel, uitsluitend rekening gehouden met de betrekkingen bedoeld in artikel 5, § 2.

Op het einde van die overgangperiode, bepaalt de Regering de nadere regels voor de verdeling van de punten bedoeld in dit artikel binnen elk van de betrokken sectoren, na advies van de adviescommissies en Binstanties die voor elk van die sectoren bevoegd zijn.

§ 4. De punten die de werkgever toegekend krijgt bij toepassing van dit artikel kunnen worden verantwoord door alle uitgaven in verband met de bezoldiging van een werknemer die werkelijk ten laste van de werkgever is, voor zover :

— de werknemer activiteiten werkelijk uitoefent die worden erkend ten voordele van de werkgever krachtens een regeling van de Franse Gemeenschap;

— de werkgever artikel 6, § 2, naleeft.

Voor elke betrekking waarvoor een subsidie wordt toegekend bij toepassing van dit decreet, kan de tegemoetkoming van de Franse Gemeenschap niet hoger zijn dan de baremakosten bedoeld in artikel 11, dit zijn de bezoldigingen, sociale lasten en diverse lasten.

TITEL VII. — Overgangsbepalingen

Art. 19. Gedurende een periode van ten minste drie jaar vanaf de datum van het begin van de toepassing van het decreet, onverminderd de bepalingen van de sectorregeling, en behoudens de toepassing van sancties, blijft, voor elke betrekking bepaald in artikel 6, § 1, waarvoor reeds een tegemoetkoming op die datum wordt toegekend, die tegemoetkoming toegekend onder de voorwaarden bepaald bij het decreet.

Art. 20. Bij wijze van overgangsmaatregel, kent de Regering aan de werkgevers een jaarlijkse verhoging met 1,5 % van het deel van de subsidie bedoeld in de artikelen 9, § 2, 15, 16 en 17 gedurende drie jaar toe, vanaf het tweede jaar na het begin van de toepassing van het decreet.

Op het einde van die drie jaren, kan de Regering beslissen die maatregel te behouden voor de periode en het percentage die zij bepaalt, met als enig doel bij te dragen tot het dekken van de evolutie van de baremakosten verbonden aan de anciënniteit.

Art. 21. Bij wijze van overgangsmaatregel, voor het eerste jaar van de toepassing van dit decreet, wordt elke aanvraag om afwijking bedoeld in artikel 12, door de werkgever aan de Regering, op de door haar bepaalde wijze, uiterlijk op 1 maart 2004 gericht.

De Regering beslist uiterlijk op 15 april 2004. Als zij op die datum geen beslissing heeft genomen, dan wordt de afwijking als aanvaard geacht.

Zij kan één enkele afwijking per werkgever toekennen, voor een maximale periode van 6 maanden te rekenen vanaf 1 januari van het volgende jaar.

TITEL VIII. — Wijzigings-, opheffings- en slotbepalingen

Art. 22. § 1. Artikel 44, 1°, a) van het decreet van 20 juli 2000 tot bepaling van de voorwaarden voor de erkenning en de subsidiëring van jeugdhuisen, van ontmoetings- en huisvestingscentra, van informatiecentra voor jongeren en van hun federaties wordt opgeheven en vervangen door de volgende bepaling : « a) ongeacht het niveau waarin het vierjarenactieplan is erkend, een tegemoetkoming in de personeelskosten die met ten minste 10 punten overeenstemt, op voorwaarde dat de vereniging een voltijdse animator-coördinator tewerkstelt, overeenkomstig het decreet van 17 december 2003 betreffende de werkgelegenheid in de sociaal-culturele sector en houdende diverse bepalingen. De Regering bepaalt de waarde van het punt. ».

In artikel 44, 1°, e), van het decreet van 20 juli 2000 tot bepaling van de voorwaarden voor de erkenning en de subsidiëring van jeugdhuisen, van ontmoetings- en huisvestingscentra, van informatiecentra voor jongeren en van hun federaties, na de woorden « De Regering bepaalt de nadere regels voor deze tegemoetkoming en het bedrag ervan », worden de volgende woorden toegevoegd « overeenkomstig het decreet van 17 december 2003 betreffende de werkgelegenheid in de sociaal-culturele sector en houdende diverse bepalingen. ».

Artikel 44, 2°, van het decreet van 20 juli 2000 tot bepaling van de voorwaarden voor de erkenning en de subsidiëring van jeugdhuisen, van ontmoetings- en huisvestingscentra, van informatiecentra voor jongeren en van hun federaties wordt opgeheven en vervangen door de volgende bepaling : « 2° een tweede deel, indien haar actieplan erkend is in het kader van de bijzondere bepalingen inzake het sociaal-cultureel gelijkekansenbeleid, het partnerschapsverband of inzake de decentralisatie bepaald in de artikelen 16 tot 18, bestaande in een bijkomende subsidie voor de betrekking die overeenstemt met ten minste 5 punten. De Regering bepaalt de waarde van het punt en de nadere regels voor de toekenning ervan, overeenkomstig het decreet van 17 december 2003 betreffende de werkgelegenheid in de sociaal-culturele sector en houdende diverse bepalingen. ».

Artikel 50, lid 1, 1°, van het decreet van 20 juli 2000 tot bepaling van de voorwaarden voor de erkenning en de subsidiëring van jeugdhuisen, van ontmoetings- en huisvestingscentra, van informatiecentra voor jongeren en van hun federaties wordt gewijzigd als volgt : « van de tegemoetkomingen bedoeld in artikel 44, 1°, a), e), en 2°, van de uitgaven met betrekking tot de jaarlijkse brutobezoldiging van de werknemers die door de vereniging worden tewerkgesteld, tot bijdragen die door de werknemer te storten zijn bij toepassing van de wet op de sociale zekerheid van de werknemers, en tot de andere kosten die uit wettelijke verplichtingen voortvloeien. ».

Artikel 50, lid 3, van het decreet van 20 juli 2000 tot bepaling van de voorwaarden voor de erkenning en de subsidiëring van jeugdhuizen, van ontmoetings- en huisvestingscentra, van informatiecentra voor jongeren en van hun federaties wordt gewijzigd als volgt : « De ontvangsten- en uitgaventabel bedoeld in artikel 49, lid 2, verantwoordt de vaste tegemoetkomingen bedoeld in de artikelen 44, 1°, b), c) en d), en 47, en, in afwijking van lid 1, 1° en 2°, de tegemoetkomingen bedoeld in artikel 44, 1°, a), het eerste jaar waarin de vereniging die ontvangt. ».

§ 2. Artikel 7, § 1, van het decreet van 20 juni 1980 tot vaststelling van de voorwaarden voor de erkenning en de subsidiëring van de jeugdverenigingen wordt opgeheven en vervangen door de volgende bepaling : « Het deel van de jaarlijkse subsidie die de tegemoetkoming in de personeelsuitgaven uitmaakt, dekt de uitgaven die inzake tewerkstelling werkelijk werden gedaan door de jeugdvereniging die deze geniet, in verhouding tot :

1° twee vaste personeelsleden die verantwoordelijkheden inzake directie of verwezenlijking van sociaal-culturele activiteiten of opleiding uitoefenen;

2° een administratief personeelslid.

In voorkomend geval, dekt ze eveneens uitgaven die inzake tewerkstelling werkelijk werden gedaan door de jeugdvereniging die deze geniet voor iedere werknemer die werkelijk activiteiten uitoefent die in aanmerking komen voor de erkenning bepaald bij dit decreet.

Het bedrag en de nadere regels voor de toekenning van die jaarlijkse subsidie betreffende de tewerkstelling worden vastgesteld krachtens het decreet van 17 december 2003 betreffende de werkgelegenheid in de sociaal-culturele sector en houdende diverse bepalingen. ».

Artikel 7, § 2, van het decreet van 20 juni 1980 tot vaststelling van de voorwaarden voor de erkenning en de subsidiëring van de jeugdverenigingen wordt opgeheven.

In artikel 8, § 2, van het decreet van 20 juni 1980 tot vaststelling van de voorwaarden voor de erkenning en de subsidiëring van de jeugdverenigingen, worden de woorden « overeenkomstig de baremabepalingen van artikel 7 » geschrapt en vervangen door de volgende vermelding : « overeenkomstig de baremabepalingen bepaald bij het decreet van 17 december 2003 betreffende de werkgelegenheid in de sociaal-culturele sector en houdende diverse bepalingen, boven het aantal personeelsleden waarvoor de tegemoetkoming bedoeld in artikel 7, § 1, 1° en 2°, wordt toegekend. ».

§ 3. Artikel 6, § 3, van het decreet van 8 april 1976 tot vaststelling van de voorwaarden voor de erkenning en de subsidiëring van de organisaties voor permanente opvoeding van de volwassenen in het algemeen en van de organisaties voor de sociaal-culturele bevordering van de arbeiders wordt opgeheven en vervangen door de volgende bepaling :

« Het deel van de gewone jaarlijkse subsidie die de tegemoetkoming in de personeelsuitgaven uitmaakt, dekt de uitgaven die inzake tewerkstelling werkelijk werden gedaan door de organisatie voor permanente opvoeding die deze geniet, in verhouding tot :

1° voor de koepelorganisaties : twee vaste personeelsleden die verantwoordelijkheden inzake directie of verwezenlijking van sociaal-culturele activiteiten voor animatie of opleiding uitoefenen, en één administratief personeelslid;

b) voor de onafhankelijke gewestelijke organisaties : één vast personeelslid dat verantwoordelijkheden inzake directie of verwezenlijking van sociaal-culturele activiteiten voor animatie of opleiding uitoefent.

Het bedrag en de nadere regels voor de toekenning van die jaarlijkse subsidie betreffende de tewerkstelling worden vastgesteld krachtens het decreet van 17 december 2003 betreffende de werkgelegenheid in de sociaal-culturele sector en houdende diverse bepalingen. ».

Artikel 13 van het decreet van 8 april 1976 tot vaststelling van de voorwaarden voor de erkenning en de subsidiëring van de organisaties voor permanente opvoeding van de volwassenen in het algemeen en van de organisaties voor de sociaal-culturele bevordering van de arbeiders wordt opgeheven en vervangen door de volgende bepaling :

« De personeelsuitgaven die beschouwd worden als subsidiëerbaar ten laste van de eerste schijf bepaald in artikel 12 zijn deze die bepaald zijn bij het decreet van 17 december 2003 betreffende de werkgelegenheid in de sociaal-culturele sector en houdende diverse bepalingen. ».

In artikel 14, § 1 van het decreet van 8 april 1976 tot vaststelling van de voorwaarden voor de erkenning en de subsidiëring van de organisaties voor permanente opvoeding van de volwassenen in het algemeen en van de organisaties voor de sociaal-culturele bevordering van de arbeiders, worden de woorden « het percentage van de uitgaven bedoeld in artikel 13 » en de woorden « dat percentage bedraagt ten minste 75 % » geschrapt. Op het einde van die paragraaf, wordt de volgende bepaling toegevoegd : « het bedrag van die subsidie wordt vastgesteld overeenkomstig het decreet van 17 december 2003 betreffende de werkgelegenheid in de sociaal-culturele sector en houdende diverse bepalingen ».

§ 4. In het decreet van 28 juli 1992 tot vaststelling van de voorwaarden voor de erkenning en de subsidiëring van de culturele centra, wordt een artikel 27 bis ingevoegd :

« De erkende culturele centra ontvangen een subsidie voor tewerkstelling overeenkomstig de bepalingen van het decreet van 17 december 2003 betreffende de werkgelegenheid in de sociaal-culturele sector en houdende diverse bepalingen. ».

§ 5. In artikel 8, 1°, van het decreet van 28 februari 1978 tot instelling van de openbare dienst voor openbare leetuurvoorziening, wordt de volgende vermelding toegevoegd op het einde van het lid : overeenkomstig de bepalingen van het decreet van 17 december 2003 betreffende de werkgelegenheid in de sociaal-culturele sector en houdende diverse bepalingen. ».

Art. 23. Dit decreet treedt in werking op 1 januari 2003.

Art. 24. Bij wijze van afwijkingsmaatregel, treedt artikel 14, § 2, in werking op 1 januari 2004. Kondigen dit decreet af, bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt. Gedaan te Brussel, 17 december 2003.

De Minister-President, belast met de Internationale Betrekkingen,
H. HASQUIN

De Minister van Cultuur, Ambtenarenzaken, Jeugdzaken en Sport,
C. DUPONT

De Minister van Kinderwelzijn,
belast met het Basisonderwijs, de Opvang en de Opdrachten toegewezen aan de « O.N.E. »,
J.-M. NOLLET

De Minister van Secundair Onderwijs en Buitengewoon Onderwijs,
P. HAZETTE

De Minister van Begroting,
M. DAERDEN

De Minister van Kunsten en Letteren en van de Audiovisuele Sector,
D. DUCARME

De Minister van Hoger Onderwijs, Onderwijs voor Sociale Promotie en Wetenschappelijk Onderzoek,
Mevr. F. DUPUIS

De Minister van Hulpverlening aan de Jeugd en Gezondheid,
Mevr. N. MARECHAL

—
Nota

(1) *Zitting 2003 — 2004.*

Stukken van de Raad. — Ontwerp van decreet, nr. 464-1. — Commissieamendementen, nr. 464-2. — Verslag, nr. 464 — 3.

Integraal verslag. — Bespreking en aanneming. — Vergadering van 9 december 2003.

REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

MINISTERE DE LA REGION WALLONNE

F. 2004 — 103

[2004/200058]

24 JUILLET 2003. — Arrêté du Gouvernement wallon portant approbation de modifications aux statuts de la Société régionale d'Investissement de Wallonie

Le Gouvernement wallon,

Vu la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles, modifiée par la loi du 8 août 1988, notamment les articles 6 et 9;

Vu le décret du 6 mai 1999 modifiant la loi du 2 avril 1962 constituant une Société nationale d'Investissement et des Sociétés régionales d'Investissement en son article unique;

Vu les statuts de la Société régionale d'Investissement de Wallonie, approuvés par arrêté royal du 15 décembre 1978, modifiés par les arrêtés royaux des 24 octobre 1979, 8 février 1980, 14 mars 1980, 18 septembre 1980, 24 juin 1981, par les arrêtés de l'Exécutif régional wallon des 19 septembre 1984, 6 mars 1986, 19 septembre et 19 novembre 1987, 15 septembre 1988 et par les arrêtés du Gouvernement wallon des 12 octobre 1995, 23 mai 1996 et 7 mars 2001;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 26 août 2003, fixant la répartition des compétences entre les Ministres et réglant la signature des actes du Gouvernement;

Vu la proposition adoptée par le conseil d'administration de la S.R.I.W. en date du 9 juillet 2003;

Sur proposition du Ministre de l'Economie, des P.M.E., de la Recherche et des Technologies nouvelles,

Arrête :

Article 1^{er}. Le Gouvernement wallon approuve les modifications ci-après aux statuts de la S.R.I.W. :

A l'article 11, remplacer le texte du premier alinéa par le texte suivant :

"Conformément à l'article 524bis du Code des sociétés, la gestion de la S.R.I.W. est assurée par un comité de direction qui agit collégalement et exécute la politique générale tracée par le conseil d'administration."

A l'article 14, remplacer le texte de l'article par le texte suivant :

"Le conseil d'administration définit la politique générale de la société et exerce les actes réservés par la loi au conseil d'administration.

Il exerce la surveillance du comité de direction."

A l'article 15, remplacer le texte du premier alinéa par le texte suivant :

"Le Comité de direction exerce tous les pouvoirs que la loi ne réserve ni à l'assemblée Générale, ni au Conseil d'administration."

A l'article 18, remplacer dans le quatrième alinéa les mots "de la SOWAGEP, de la SWS" par "de la SOGEPA".

A l'article 19, remplacer in fine du premier alinéa les mots "le conseil d'administration" par les mots "le comité de direction".

A l'article 27, remplacer les mots "des lois coordonnées sur les sociétés commerciales" par les mots "du code des sociétés".